

DOCUMENTS

MODULE N°1: TABLEAU DU MONDE EN 1913

SOUS-MODULE N°1: INDUSTRIALISATION ET RECOMPOSITION GEOPOLITIQUE DU MONDE

CHAPITRE 1: REVOLUTIONS INDUSTRIELLES ET DOMINATION EUROPEENNE

Le progrès technique fin XIX^e - début XX^e

Date	Inventeur / Innovateur	Procédé	Pays
Énergie			
1871	Gramme	Dynamo	Belgique
1869-1873	Bergès	Houille blanche	France
1879	Edison	Lampe à filament	États-Unis
1882	Desprez	Transport de l'énergie électrique	France
1884	Gaulard	Transformateur	France
1888	Tesla	Alternateur	États-Unis
Sidérurgie-Métallurgie			
1875	Pourcel, Boussingault	Ferro-alliages	France
1878	Thomas-Gilchrist	Fonte à partir de minerais phosphoreux	Royaume-Uni
1884	Héroult	Électrometallurgie	France
1885	Osmond	Métallographie	France
Moyens de transport			
1878-1886	Daimler	Moteur à explosion	Allemagne
1884-1889	Parsons et Laval	Turbine à vapeur	R.-U. / Suède
1890	Ader	1 ^{er} vol d'un avion	France
1893	Diesel	Moteur à huile lourde	Allemagne
1903	Wright	Vol en aéroplane à moteur	États-Unis
1907	H. Farman	Vol de 1 km	France
1908	H. Ford	Ford T : première automobile en grande série	États-Unis
1909	Blériot	Traversée de la Manche en avion	France
1912	R. Garros	Traversée de la Méditerranée en avion	France
Chimie			
1884	Chardonnet	Soie artificielle	France
1888	Eastman	Pellicule photo	États-Unis
1899	Bayer	Aspirine	Allemagne
1909	Stearns	Viscose	Royaume-Uni
1913	Haber	Ammoniac synthétique	Allemagne
Audio-visuel			
1877	Edison	Phonographe	États-Unis
1887	Berliner	Gramophone	États-Unis
1895	Lumière	Cinématographe	France

Tableaux comparés de la première et de la seconde révolution industrielle

Première révolution industrielle	
débuts	1780-1810
pays initiateur	Royaume-Uni
secteur moteur	coton, fonte
énergie dominante	charbon (machine à vapeur)
population active	diminution du secteur primaire, augmentation du secteur secondaire
mode de production	diminution des ateliers, multiplication des usines
entreprises	individuelles et familiales puis essor des sociétés anonymes
transports	essor du chemin de fer et de la marine à vapeur
aspects sociaux	exode rural, urbanisation accélérée, croissance de la classe ouvrière, de la bourgeoisie d'affaires

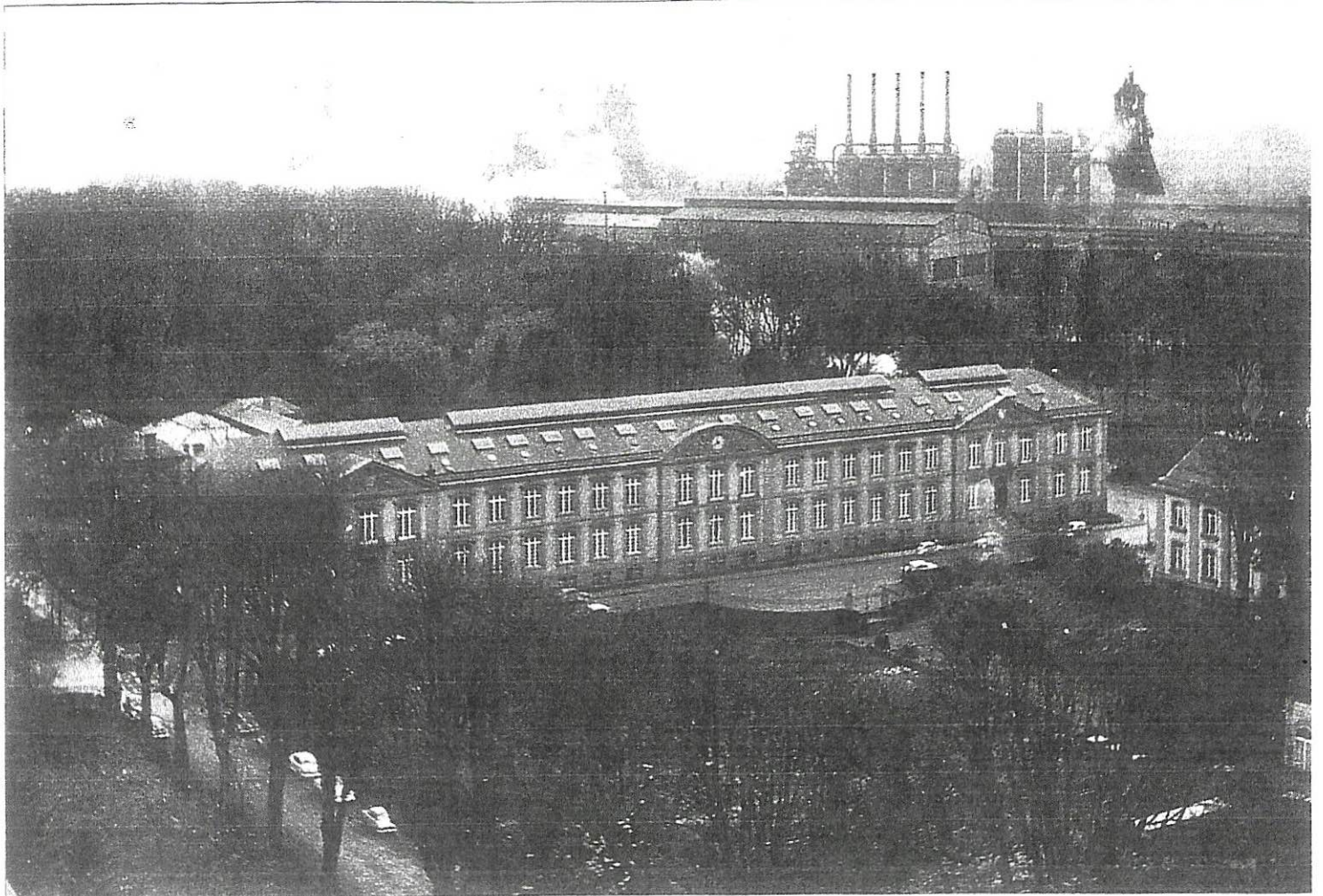
Seconde révolution industrielle	
débuts	1880-1900
pays initiateur	États-Unis (côte Est), Allemagne
secteur porteur	acier, électrometallurgie, chimie
énergie dominante	débuts du pétrole, de l'électricité
population active	croissance lente du secondaire, augmentation du secteur tertiaire
mode de production	usines de plus en plus vastes, début du taylorisme
entreprises	création de grands groupes industriels, rôle croissant des banques
transports	début de l'automobile, de l'avion, des navires à turbine
aspects sociaux	prédominance de la population urbaine, essor des classes moyennes, hausse du niveau de vie

3

■ Croissance des productions de base 1890-1913

Charbon (millions de tonnes)		
	1890	1913
États-Unis	143	517
Royaume-Uni	184	292
Allemagne	70	190
France	26	40
Russie	6	33
Autriche-Hongrie	9	17
Monde	475	1 215
Pétrole (millions de tonnes)		
États-Unis	6,1	33
Russie	4	8,7
Mexique	–	3,5
Indes-Néerlandaises	–	1,5
Roumanie	–	1,8
Monde	10,3	51,5
Minerai de fer (millions de tonnes)		
États-Unis	16	60
Royaume-Uni	14	16
Allemagne	7,5	28,6
France	3,4	22
Russie	1,7	9
Espagne	6,5	10
Suède	1	7,5
Monde	58	166
Acier (millions de tonnes)		
États-Unis	4	32
Royaume-Uni	5,3	9
Allemagne	3,7	17
France	1,4	3,5
Russie	0,7	4
Autriche-Hongrie	–	2,6
Belgique	0,7	2,2
Suède	0,5	0,7
Japon	–	0,2
Monde	18	76

LA SAGA D'UNE DYNASTIE



La sidérurgie lorraine a été dominée pendant deux siècles par une famille dont le nom fut, à lui seul, un symbole : celle des Wendel. Remarquable exemple de stabilité économique et de longévité politique. Ces « rois de l'acier » ont survécu aux crises, aux mutations techniques, mais aussi à la défaite de 1870 et à deux guerres mondiales. Quels furent les secrets de cette réussite ?

Jean-Noël Jeanneney

Vingt-cinq ans après la fin de la saga des Wendel en Lorraine, on commence d'oublier l'éclat de la mythologie qui les a entourés et la place exceptionnelle qu'ils ont prise dans la sensibilité collective et dans les luttes politiques et sociales de la première moitié du siècle. On ne mesure plus tout à fait ce que signifiait ce nom dans l'entre-deux-guerres, la somme de fascinations et de haines qui l'entourèrent.

Ces « rois de l'acier » représentèrent en effet pour plusieurs générations de Français le dynamisme du capitalisme triomphant : privilège et fardeau partagés avec les Schneider du Creusot chez nous, avec les Krupp et les Thyssen en Allemagne, les Rockefeller, les Carnegie, les Dupont de Nemours aux États-Unis, les Rothschild un peu partout. Ils s'attirèrent l'hommage et la jalousie de leurs pairs, ils concentrèrent l'hostilité de la gauche aux yeux de laquelle ils incarnèrent, dans le désarroi des consciences, le premier adversaire social, le pouvoir maléfique des trusts, les « deux

cents familles »¹, les « marchands de canons » : toute cette « puissance occulte » que les plus célèbres numéros du *Crapouillot* désignaient, dans l'entre-deux-guerres, à la malédiction des « masses laborieuses » et que Jacques Prévert dénonçait encore dans un poème de *Paroles*, en 1949, quand il brocardait « les Schneider les de Wendel / tous les vieux débris du Creusot / tous les édentés carnivores / tous les vieux marcheurs de la mort ».

La famille est d'origine flamande (les Van Daele), installée à Coblençe, puis en Lorraine au XVII^e siècle, alliée à l'aristocratie locale. Le « fondateur » de la dynastie, Jean-Martin Wendel (1665-1737), ancien officier de Louis XIV, acquiert en 1704 la forge de la Rodolphe à Hayange, près de Thionville, et beaucoup de forêts alentour nécessaires à l'industrie du fer et de la fonte. Devenu seigneur d'Hayange en 1719, Jean-Martin laisse, à sa mort, une fortune de 700 000 livres. Son fils Charles (1708-1784) agrandit l'entreprise, achète des mines de fer dont la

LES WENDEL

région de Briey est riche, construit plusieurs hauts fourneaux* à Creutzwald.

Son petit-fils, Ignace (1741-1795), technicien inventif, expérimente à Hayange, en 1769, la fonte au coke* qui va remplacer le charbon de bois. Il crée aussi, à la demande du gouvernement, et sur financement de Louis XVI, les fonderies de Montcenis, manufacture royale, à côté du Creusot, dont la capacité est égale à cinq fois celle d'Hayange. L'essor de l'entrepreneur est nourri par des dots bienvenues, par les investissements spéculatifs de plusieurs fermiers généraux² et par des avances de l'État lui-même. Ignace reprend la particule de ses ancêtres flamands, en arguant de l'adage célèbre : « Un noble peut forger sans déroger. »

Quand éclate la Révolution, tandis que Le Creusot périclité, les Wendel, d'abord fournisseurs d'armes du nouveau régime, traversent ensuite des années difficiles, émigrent sous la Terreur, reviennent en France en 1803, rachètent Hayange un temps aliéné comme bien national, et redémarrent lentement, à l'ancienne mode, sans coke ni vapeur. François de Wendel (1778-1825), fils d'Ignace, accroît son patrimoine des forges de Moyeuve, toujours en Lorraine, en 1811.

Une nouvelle prospérité s'affirme dans les années qui suivent la chute de l'Empire, à partir de l'introduction des nouvelles techniques anglaises : après le retour de la fonte au coke, le puddlage*, procédé de transformation de la fonte en fer, et les laminoirs*. Sous l'impulsion de François de Wendel, disparu en 1825, puis de son fils Charles, polytechnicien (1809-1870), elle s'agrandit horizontalement par l'achat d'autres établissements et verticalement par l'acquisition de mines de charbon découvertes à Petite-Rosselle. En 1853 démarre la grande usine de Stiring, près de Forbach, avec quatre grands hauts fourneaux bâtis selon les techniques anglaises les plus modernes. Certes, c'est la seule faiblesse, on ne fabrique pas d'acier

Les Wendel doivent leur prospérité à une stricte discipline familiale. Ce sont souvent les femmes qui évitent les querelles de générations et la ruine de l'entreprise. Ci-contre, Marguerite d'Hausen, veuve de Charles I^{er} de Wendel, qui affronta la tourmente révolutionnaire. Page de gauche, les bureaux et l'usine d'Hayange, près de Thionville (cl. coll. de Wendel).



(le minerai lorrain, la « minette », contient trop de phosphore). Mais la production de fonte, qui était de 6 000 tonnes en 1828, monte à 88 000 tonnes en 1862 et 135 000 en 1869, le personnel étant de 325 personnes en 1828, de 2 000 en 1850, de 7 000 en 1870 (dont 800 mineurs de fer et 1 400 mineurs de houille).

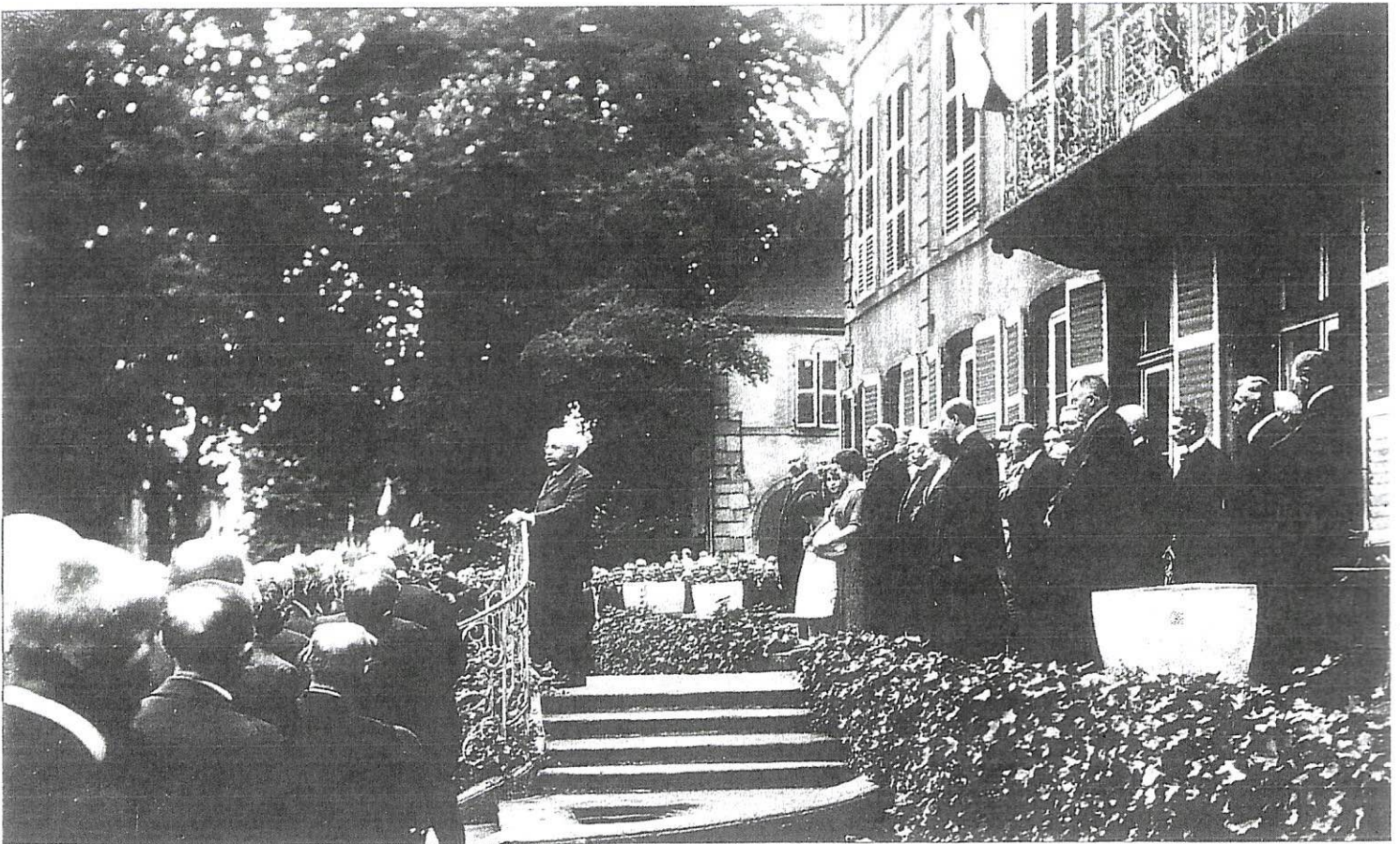
PROSPÉRER MALGRÉ BISMARCK

Les Wendel savent ainsi tirer avantage de l'essor économique de la France sous le Second Empire. Le développement des chemins de fer leur offre le riche marché des rails, la marine celui des tôles de bateaux. Ils produisent alors plus de fonte et de fer que les prestigieux Schneider, propriétaires du Creusot depuis 1836, pourtant plus engagés qu'eux-mêmes dans le soutien à Napoléon III et qui en ont tiré de précieux avantages financiers et commerciaux.

La défaite française de 1871 est donc un

choc terrible. Après l'annexion de la Moselle par Bismarck, Hayange, Moyeuve et Stiring, ainsi que les houillères de Petite-Rosselle sont en territoire allemand. La famille, entraînée par Robert de Wendel — sixième génération depuis le fondateur —, réagit en scindant ses affaires en deux parties. « Les petits-fils de François de Wendel », société en commandite, et dont les statuts prévoient que seuls les descendants peuvent en faire partie, exploitent les usines arrachées à la France. De l'autre côté de la frontière, à trois jets de pierre de celles-ci, s'installe à Jœuf, près de Briey, où l'on découvre du minerai de fer, la Société de Wendel et Cie. La famille y entre à part égale avec les Schneider. Il a fallu se résigner à ce partage car les maîtres du Creusot ont su les premiers s'assurer pour la France le brevet du procédé Thomas-Gilchrist* permettant de transformer en acier le minerai phosphoreux lorrain. En attendant de se libérer un jour de cette encombrante présence (ce ne sera chose faite dé-

duisent 3 700 000 tonnes de fer, qu'elles utilisent entièrement elles-mêmes, 1 250 000 tonnes de fonte, 1 100 000 tonnes d'acier — soit plus d'un tiers de la production française. Elles emploient 23 000 salariés. Si la Grande Guerre paralyse leurs activités, l'ennemi occupant la Lorraine entière, et provoque chez eux, de surcroît, l'exaspération de voir les Schneider s'enrichir grâce à la fabrication d'armes, la victoire de 1918 et le retour de l'Alsace-Lorraine à la France apportent aux Wendel tout à la fois la joie de la réunification et le souci de devoir désormais travailler dans un marché français souvent trop étroit pour leur potentiel. La direction est alors assurée par les trois fils de Robert : François (1874-1949), Humbert (1876-1954) et Maurice (1879-1951). Les premières années de l'après-guerre sont placées sous le signe de la prospérité, les dommages matériels causés par les combats ayant accéléré la modernisation de l'entreprise : en 1930, elle réalise 17% de la production française de fonte et 23%



1918 : après la victoire et le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, les Wendel reviennent à Hayange qu'ils avaient dû quitter quarante-sept ans plus tôt. Rassemblés sur le perron de leur demeure, tous les membres de la famille écoutent le discours que prononce Alexandre Millerand, alors haut commissaire du gouvernement français en Alsace-Lorraine (cl. coll. de Wendel).

finitivement qu'entre les deux guerres), les Wendel reprennent une expansion qui s'appuie sur l'acquisition de nouvelles mines de charbon à coke dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, dans la Ruhr, en Westphalie (1907), et aux Pays-Bas (1908).

On peut situer l'apogée des Wendel à la veille et à la suite de la Première Guerre mondiale. En 1913 les deux sociétés pro-

de celle d'acier, et emploie 40 000 personnes dans toute l'Europe. Les temps se font ensuite plus durs quand éclate la crise des années 1930, puis que se ferme peu à peu, avec le nazisme, le marché allemand, où la moitié de l'acier Wendel était encore exportée en 1930.

La Seconde Guerre mondiale entraîne une nouvelle dépossession : les Wendel

sont expulsés de Lorraine. A la Libération, la maison est privée des Houillères qui sont nationalisées par le gouvernement de Gaulle. Sous la IV^e République, devenue société anonyme sous le nom De Wendel et Cie (1950-1952), elle participe à la constitution des grands ensembles sidérurgiques français, dont la Société lorraine de laminage continu Sollac. Elle crée en 1964 Sacilor, dont elle possède la moitié des actions et qui établit à Gandrange de nouvelles installations très modernes, puis fusionne avec Sidélor en 1968, prenant en 1974 le nom de Marine-Wendel. Sous la houlette du jeune Jean Gandois, cette dernière entreprise produit alors 72% de l'acier brut français.

Ce sont là les derniers feux d'une puissance en déclin : en quatre ans, sous l'effet du premier choc pétrolier (1973) et de la crise qui en résulte, l'édifice pluriséculaire s'effondre. Gravement endettée par une modernisation inachevée qui prévoit notamment la création d'un grand ensemble à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), la sidérurgie française doit se résigner à la nationalisation de fait à laquelle procède le gouvernement Barre en 1978, répartie entre Usinor et Sacilor qui vont organiser une brutale restriction des capacités productives.

IL FAUT ABANDONNER LA LORRAINE

Les Wendel abandonnent alors une Lorraine livrée, parmi les émeutes du désespoir, à toutes les incertitudes d'une dramatique reconversion. Leurs descendants vont investir ailleurs, dans la discrétion, la fortune dispersée qu'ils ont héritée d'une aventure industrielle longue de 274 ans. La brutalité de cette déconfiture finale ne doit pas détourner de la question centrale que pose cette longue histoire : celle des ressorts d'une continuité aussi rare. Comment expliquer la permanence, à travers deux siècles et demi, d'une prospérité et d'une efficacité industrielles hors de pair, en dépit de tant de traverses rencontrées : les guerres, les changements de régimes, les crises économiques et les affrontements sociaux ?

Accordons d'abord une part à la sagesse qui a su éviter la nuisance des querelles de famille, toujours menaçantes, notamment lors du passage d'une génération à l'autre. Dans son célèbre roman *les Buddenbrooks* (1901), Thomas Mann a fourni l'archétype de ces grandeurs et décadences d'apparence quasi biologique qui voudraient qu'après le fondateur le fils gère et le petit-fils dilapide, au mieux en mécénat, au pis en débauches et folies diverses. C'est assurément trop schématique. Et comment ne pas observer par exemple que dans l'entre-deux-guerres, au moment où la famille Schneider donnait le spectacle de que-

relles d'Atrides entre Eugène et ses deux fils Jean et Charles, avec des brouilles spectaculaires qui causèrent de grands dommages à l'entreprise, les Wendel, quant à eux, préservèrent dans l'ensemble leur bonne entente ? Ils avaient réglé, en 1912, un conflit chronique entre François et son cousin Charles, à qui les autres gérants ne pardonnaient pas d'avoir pris la nationalité allemande en 1905, et qui s'enferma, à partir de 1912, dans la retraite. Les responsabilités furent ensuite réparties de façon civilisée entre les trois frères et leur second cousin Guy, quelles que fussent les différences de tempérament.

Compta aussi, au cours des âges, le rôle stabilisateur de plusieurs femmes de tête qui, à défaut de pouvoir tenir directement les rênes — sauf exception —, se donnèrent pour tâche de rassembler les énergies, de lutter contre les forces centrifuges, et parfois d'organiser d'une main ferme cette « politique des gendres » qui permettait, en mariant une fille à un polytechnicien si pos-

Wendel, et joua un rôle tutélaire de 1825 à 1872 en guidant l'action de son fils Charles et de son gendre Théodore de Gargan.

Ne négligeons pas non plus le poids d'un catholicisme qui, marqué de jansénisme (on se méfia toujours de l'emprise des jésuites, dans la famille), contribua à maintenir les acteurs dans d'assez strictes normes de comportement.

UNE RIGUEUR TOUTE CATHOLIQUE

Plusieurs des hommes des dernières générations ne cachèrent pas la distance qu'ils avaient prise par rapport à la foi de leur enfance, mais ils furent toujours attachés à la religion, éprouvée comme garantie de l'ordre social. La solennité mondaine et cléricale des enterrements en Lorraine signifiait tout cela avec un faste récurrent.

Ainsi les Wendel se protègent mieux que d'autres contre la dilapidation éventuelle du capital par un fils prodigue. Non



sible sorti dans la « botte », d'apporter du sang neuf, précieux notamment pour les temps de régence.

Ainsi Marguerite d'Hausen, la « dame d'Hayange » (1720-1802), veuve de Charles I^{er} de Wendel et qui affronta de plein fouet la tourmente révolutionnaire. Ainsi Joséphine de Fischer de Dicourt, qui survécut quarante-sept ans à son mari François I^{er} de

François II de Wendel (1874-1949), ici en compagnie de ses meilleurs ouvriers, ne se contenta pas de diriger l'entreprise familiale. Il fut également député entre 1914 et 1933, sénateur de 1933 à 1940, président du Comité des forges et régent de la Banque de France. Son plus grand regret : ne jamais avoir été ministre (cf. coll. de Wendel).

qu'on évite absolument les dérapages, non qu'on empêche tel porteur du nom d'être trop attiré par les tables de jeu. Mais ce malheur est rare. Dans l'ensemble, le mode de vie des Wendel, s'il est toujours cossu, est rarement dévergondé. La vie quotidienne est laborieuse et souvent austère. La famille vit certes dans un grand confort mais elle résiste aux ostentations de la richesse qui sentent trop fort le parvenu. Quand François de Wendel rend visite en 1927 au parfumeur François Coty dans son hôtel particulier de l'avenue Raphaël pour tâcher de faire servir l'argent de celui-ci à la bonne cause des partis conservateurs, il a un haut-le-cœur devant le « saphir épiscopal » que son hôte porte au cinquième doigt et le bric-à-brac de meubles et d'objets précieux qu'il trouve chez lui — on imagine pour équivalence la visite qu'il aurait faite à Bernard Tapie, rue des Saints-Pères...

Le revers de la médaille, c'est que la famille est peu portée au mécénat et fort en méfiance envers toute avant-garde artistique. Les châteaux aux murs épais où elle investit volontiers offrent un décor conventionnel et sans imagination. Si le musée Carnavalet est aujourd'hui enrichi, par un legs Wendel, d'une fresque murale due au peintre José-Maria Sert, qui représente la reine de Saba voyageant au milieu d'un foisonnant décor exotique, c'est grâce à l'imagination et la fantaisie d'une « pièce rapportée », Andrée des Moustiers, épouse de Maurice, qui sut attirer des artistes dans son hôtel particulier du quai de New-York : ses beaux-frères la considéraient, avec un mélange de sympathie et d'inquiétude, comme un personnage parfois déconcertant. Le jeune François II de Wendel se targue, quant à lui, peu avant la Grande Guerre, de siffler *Le Sacre du printemps*, ballet que vient de composer Stravinski ; il préfère payer 35 000 francs-or un tableau intitulé *Servantes pliant du linge*, du peintre académique Joseph Bail, au salon de 1911, plutôt que d'acheter des impressionnistes.

Il est un autre trait durable qui protégea les Wendel contre les imprudences financières et les spéculations aventureuses : cette culture d'ingénieurs qui les marqua depuis les origines. Même lorsqu'ils se sentirent une vocation militaire, tels Charles I^{er} ou François II, ou littéraire, comme Humbert, ils finirent tous par sacrifier cette tentation à la sagesse plus austère des écoles techniques (la compétence administrative et commerciale s'acquérant plutôt « sur le tas »). C'est ainsi que le voyage de formation et d'information en Angleterre, puis aux États-Unis, fut une tradition imposée aux héritiers.

Il ne s'agissait pas de s'ouvrir à la diversité politique ou culturelle de la planète, mais d'apprendre le plus concret du métier, là où était la modernité qu'il fallait im-

porter aussi vite que possible. Ignace avait créé le précédent en se rendant outre-Manche en 1769 et 1780. Le polytechnicien Charles de Wendel, sous la monarchie de Juillet et sous le Second Empire, sacrifia au même rituel de l'enquête en Angleterre. Plus récemment, François II et son frère Maurice (formés tous deux à l'École des mines) firent le pèlerinage américain d'où ils revinrent bardés d'une riche documentation technique. Et cette pratique est un gage sûr d'adaptation, à chaque génération, à l'évolution des métiers. Ainsi s'explique que les procédés mis au point successivement par l'Anglais Bessemer* (1856), le Français Pierre Martin* (1865) et les Anglais Thomas et Gilchrist (1876) aient été toujours intégrés au plus vite.

LE RÉGNE DE FRANÇOIS II DE WENDEL

Ces investissements sont assurés, chaque fois que possible, par les fonds propres de l'entreprise. Contrairement à ce qu'enseigne l'histoire traditionnelle de la Révolution industrielle, insistant sur le rôle des capitaux fournis par les banques d'affaires, c'est ici l'autofinancement qui prévaut. Quand on est contraint par le malheur des temps de faire appel à d'autres (François I^{er} et Charles de Wendel furent aidés par la banque Seillière dans la première moitié du XIX^e siècle), c'est avec inquiétude, et le désir de racheter dès que possible les parts un temps concédées : l'exemple de la collaboration avec les Schneider en 1875 est révélateur.

Un autre gage de pérennité fut la solidité d'un système de relations avec les ouvriers qu'on résume d'ordinaire sous le nom de paternalisme (cf. Jean-Michel Gaillard, p. 48). Cet équilibre est fondé sur deux piliers : la garantie du travail, souvent de père en fils (au moins jusqu'aux licenciements provoqués par la crise des années 1930), et la protection sociale assurée par le réseau des « œuvres » où les femmes de la famille qui avaient le plus de tempérament trouvaient l'occasion de se donner un rôle en dehors des mondanités. Ajoutez l'habitat ouvrier, les jardins publics. Ajoutez les écoles primaires, confiées par Charles II de Wendel aux frères marianistes pour les garçons et aux sœurs de la Providence de Peltre pour les filles, les écoles maternelles aussi, avant que l'État ne s'en préoccupe, et l'enseignement ménager pour les futures épouses d'ouvriers. Ajoutez les églises construites à Stiring, Moyeuivre, Hayange, Jœuf... A Hayange, un vitrail représente Mme Henri de Wendel avec ses trois fils François, Humbert et Maurice, un autre Mme Robert de Wendel avec ses deux garçons Charles et Guy, tandis qu'à Jœuf est inscrite seulement cette devise qui devait

résumer les prêches des curés : « *ora et labora* » (« prie et travaille »).

Le prix à payer, pour le monde des employés et des ouvriers, est la soumission à une hiérarchie qui brida les syndicats aussi longtemps qu'elle le put et résista bec et ongles à toute esquisse de démocratie sociale dans l'entreprise. « Monseigneur, aurait dit au début du siècle François de Wendel à l'évêque de Nancy, *il y a beaucoup de saints à Jœuf, mais il y en a un que vous n'y verrez jamais, le syndicat.* » Il fallut bien s'y résigner cependant, après la Première Guerre mondiale, mais ce fut toujours à regret.

Reste à poser la question essentielle des relations complexes que les Wendel entretenirent avec l'État. On a vu la commande faite par la royauté à Ignace à propos du Creusot au début des années 1780. Ses descendants furent rarement bien en cour et ils tinrent presque toujours leurs distances par rapport aux gouvernements en place. Ainsi Charles I^{er} de Wendel, parlementaire peu bonapartiste sous l'Empire, ainsi François I^{er} de Wendel, député libéral sous la Restauration, ainsi Charles, membre du Corps législatif mais légitimiste de cœur, et par-là, beaucoup moins prompt qu'Eugène Schneider à faire sa cour à Napoléon III. Henri de Wendel puis son neveu Charles siégèrent au Reichstag comme députés, l'un protestataire, l'autre « autonomiste », de Thionville (une imprudence qui nourrit d'ailleurs longtemps, en France, les attaques contre la famille).

Quant à François II de Wendel, député de Briey (Meurthe-et-Moselle) en 1914 puis sénateur à partir de 1932 et jusqu'en 1942, il appartenait à la Fédération républicaine, parti de la droite conservatrice voué à ne participer que peu souvent aux gouvernements de la III^e République. Dans l'ensemble, il y eut donc rarement allégeance partisane au pouvoir.

Est-elle pour autant entièrement injustifiée, cette réputation qui, à gauche, fit des Wendel les représentants archétypaux des trusts, capables d'inspirer secrètement, depuis l'ombre, d'importantes décisions politiques ?

Observons d'abord que la sidérurgie, par rapport à d'autres branches de l'industrie, eut constamment, de par sa nature même, des rapports plus intimes que d'autres avec les régimes successifs. Fidèle à une tradition remontant à Sully et à Colbert, les rois et les républiques souhaitèrent toujours maîtriser, ou au moins contrôler de près, une activité essentielle pour l'armée et la marine. L'importance de l'artillerie dans les guerres (au XVIII^e siècle les Wendel firent figurer un canon dans les armes de la famille) se doubla ensuite des besoins des navires de guerre et de commerce, de ceux des chemins de fer — le rail

et les locomotives —, puis de l'architecture métallique de la fin du XIX^e siècle.

Or, même si les Wendel, au XIX^e siècle, laissèrent aux Schneider le rôle de réels « marchands de canons », ne produisant bientôt plus eux-mêmes que des produits « semi-finis », ils continuèrent à profiter indirectement des fournitures militaires — sinon pendant les conflits eux-mêmes, leur situation géographique les ayant tenus hors du jeu, du moins pendant la paix préparant les guerres. Les autres industriels enviaient souvent ce secteur si particulier, que ses origines rattachaient à la noblesse, privilégié et protégé et ne subissant jamais complètement la rude loi de la concurrence.

Le cas de François

II de Wendel est dans ce domaine le mieux connu. L'étude attentive des 10 000 pages de ses carnets et de ses archives personnelles, source exceptionnelle par sa profusion et par sa sincérité, conduit à des conclusions nuancées. Que la concentration de fonctions multiples sur la même tête fût voyante, assurément : ajoutant à ses mandats parlementaires exercés de 1914 à la Seconde Guerre mondiale la présidence du Comité des forges, puissante organisation patronale fondée en 1864, régent de la Banque de France jusqu'à la réforme de celle-ci par le Front populaire en 1936, jouissant d'une influence directe sur *Le Journal des débats* et plus lointaine sur *Le Temps*, il offrait beaucoup de prise au vent de la polémique et parfois de l'indignation civique.

En telle ou telle occurrence, les circonstances lui permirent de faire jouer en efficace coordination toutes les cordes de son pouvoir — politique, financier, industriel, médiatique. Ainsi lorsqu'il eut un rôle capital, de concert avec Édouard de Rothschild, son collègue du Conseil des régents, dans la chute du gouvernement du Cartel des gauches en avril 1925 : même si le président du Conseil Édouard Herriot lui facilita la tâche par ses maladresses, on vit là l'évidence d'une puissance, négative certes, mais décisive³. Il gêna aussi la politique économique de Pierre-Étienne Flandin au

début de 1935⁴. Pourtant, son journal intime est aussi jalonné de ses déceptions politiques, sa sulfureuse célébrité entravant souvent ce que son argent et sa surface sociale lui donnaient d'influence. C'est ainsi que la violente et, en somme, injuste campagne menée contre les Wendel dans les années 1920, à propos de l'affaire du non-bombardement des mines de fer de Briey pendant la guerre, l'a sûrement privé des chances d'une pesée plus forte sur la vie politique au temps de la Chambre bleu horizon de 1919-1924⁵.

Quant à l'influence de François de Wendel dans le domaine économique, la chronique en est complexe et doit être méticu-

groupes de pression pesant sur la république, voilà qui ne fait aucun doute. Mais il est vrai aussi que le fait qu'il fût si visible, notamment en tant que parlementaire, le gêna doublement. Parce que les positions que lui inspirait son patriotisme lorrain le mirent parfois en porte-à-faux par rapport à ses frères et à l'idée que ceux-ci se faisaient des intérêts immédiats de la maison, et surtout parce que la réputation de démiurge qui l'entourait provoqua le vif souci des ministres, même les plus proches de lui, politiquement et socialement, de ne pas paraître céder à ses injonctions, donc parfois de les contredire. En Lorraine même, où il organisa soigneusement, avec tous les

atouts de sa fortune, son réseau d'influence, entretenant une presse régionale à sa dévotion, il vit son poids diminuer dans les années 1930, sous l'effet des conquêtes du mouvement syndical fouetté par la crise, mais aussi à cause de l'évolution de l'Église catholique, longtemps disposée à l'aider fidèlement auprès de ses ouailles, peu à peu influencée par l'essor du christianisme social.

Il est frappant de constater que, dans le climat de la Libération, bien que les frères gérants aient eu dans l'ensemble sous l'Occupation une conduite honorable, ils se soient trouvés politiquement marginalisés. N'est-il pas remarquable, en définitive, qu'en 1950 l'hostilité des Wendel à la création, sous l'impulsion du Lorrain Robert

Schuman, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (ils y voyaient le développement possible, à hauteur européenne, d'un « dirigisme » honni au niveau national) ait abouti à une aussi éclatante défaite⁷? On relèvera pour finir, avec amusement, que François de Wendel, qui avait plusieurs fois rêvé d'appartenir à un gouvernement, aurait été stupéfait de savoir non pas que sa descendance directe fournirait deux ministres à des cabinets de droite sous la V^e République, mais que ces deux ministres seraient sa petite-fille et son arrière-petite-fille⁹...



Le 15 novembre 1884, l'évêque de Sion consacre la nouvelle église d'Hayange. Parmi les personnages représentés sur les vitraux, Mme Henri de Wendel et ses trois fils, François, Humbert et Maurice (avec l'aimable autorisation de M. l'abbé Persem à Hayange ; cl. Tintori/Fameck).

leuse, car la diversité des intérêts en jeu, les oppositions entre vendeurs et acheteurs, les rivalités de firme à firme, la jalousie des plus modestes, mirent souvent des barrières entre ses espoirs et la réussite. Qu'il ait été, en complicité avec ses frères, le dirigeant influent d'un des plus puissants

L'AUTEUR

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Jean-Noël Jeanneney a été président-directeur général de Radio France et de Radio France internationale (1982-1986), président de la Mission du bicentenaire de la Révolution (1988-1990) et secrétaire d'État au Commerce extérieur puis à la Communication (1991-1993). Il est l'auteur de nombreux ouvrages ; le dernier est intitulé *L'Avenir vient de loin* (Le Seuil, 1994).

NOTES

* Cf. lexique, p. 8.

1. A l'origine du slogan des « deux cents familles » popularisé dans les années 1930, on trouve les deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France à qui revenait, avant la réforme de 1936, le pouvoir de désigner les régents en assemblée générale.

2. Financiers qui, sous l'Ancien Régime, prenaient « à ferme » le recouvrement des impôts.

3. L'illusion très largement partagée que l'on pourrait ramener le franc à sa parité d'avant 1914 avait conduit à sacrifier le « plafond » des avances de la Banque de France à l'État. Au lieu d'expliquer au pays qu'il était impossible de respecter cette limite, Édouard Herriot préféra tolérer que l'on truquât les bilans de l'Institut d'émission. Les régents, après un bref moment de grâce, décidèrent alors de provoquer la chute du gouvernement du Cartel des gauches.

4. Wendel, entraînant le conseil des régents, empêcha le gouvernement de réaliser l'inflation déguisée que celui-ci jugeait nécessaire mais n'osait avouer.

5. Les Wendel furent accusés d'avoir fait pression sur l'état-major pour empêcher que l'on bombardât leurs mines de fer de Briey occupées par les Allemands. Terrible accusation qui impliquait que la guerre avait pu en être prolongée. Les travaux de la commission d'enquête parlementaire créée après la victoire montrent que l'enjeu militaire, malgré la légende, était très mince, et l'efficacité de bombardements très aléatoire. La seule intervention, semble-t-il, de François de Wendel consista à suggérer au commandement militaire, en mai 1916, de choisir de bombarder les usines possédées par les Allemands plutôt que les leurs.

5. L'importante thèse, à paraître prochainement, que Philippe Mioche a consacrée à la sidérurgie française après la Seconde Guerre mondiale apportera des informations neuves à ce sujet.

6. Sa petite-fille Hélène de Mitry, épouse de François Missoffe, fut secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité sociale dans un gouvernement Raymond Barre (1977-1978), et son arrière-petite-fille Françoise de Panafieu a été ministre du Tourisme dans le gouvernement d'Alain Juppé de mai à novembre 1995.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ J. Baumier, *La Fin des maîtres de forges*, Paris, Plon, 1981.

■ S. Bonnet, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris, PUF, 1972.

■ P. Fritsch, *Les de Wendel. rois de l'acier français*, Paris, R. Laffont, 1976 (l'auteur, originaire de Jœuf, rend bien compte de l'emprise régionale).

■ J.-N. Jeanneney, *François de Wendel en république. L'argent et le pouvoir. 1914-1940*, Paris, Le Seuil, 1977, (consacré surtout à l'activité politique du personnage, mythe et réalité).

■ J.-N. Jeanneney, *L'Argent caché. milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », rééd. 1984.

■ J.-M. Moine, *Les Barons du fer. Les maîtres de forges en Lorraine du milieu du XIX^e siècle aux années 1930. Histoire sociale d'un patronat sidérurgique*, Nancy, Éd. Serpenoise, 1989.

■ R. Sédillot, *Deux cent cinquante ans d'industrie en Lorraine. La maison de Wendel de 1704 à nos jours*, Paris, Riss, 1958 (hagiographique et largement inspiré d'une *Histoire de la maison de Wendel*, inédite, de Marcel Grosdidier de Matons, 1940).

■ D. Woronoff, *Histoire de l'industrie en France du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, « L'Univers historique », 1994.

■ Les Archives nationales sont dépositaires des fonds de la maison de Wendel depuis 1985 et ont été inventoriées par B. Joly, *Archives de la famille et des entreprises de Wendel*, Paris, Archives nationales, 1994. Une « exposition-dossier » a été présentée aux Archives nationales par Bertrand Joly en 1995.



Photo Sam Baker / Réflexion

Du château d'industrie...

Emblème de l'architecture industrielle du Nord de la France, la filature Motte-Bossut fut construite entre 1862 et 1891. Derrière

cette façade crénelée à l'image d'un château fort et ses trois cents fenêtres, on a filé le coton et les fibres synthétiques jusqu'en 1981.

... au Centre des Archives du Monde du Travail

Imaginé en 1983, inauguré en 1993, le Centre des Archives du Monde du Travail relève du Ministère de la Culture. Pôle spécialisé des Archives nationales, il conserve actuellement plus de deux cents fonds d'archives provenant d'entreprises, syndicats, associations, mutuelles et coopératives du Nord de la France, auxquels s'ajoutent de nombreux fonds jusqu'alors conservés aux Archives nationales à Paris et transférés progressivement à Roubaix (série AQ). Seul établissement de ce type en France, le Centre de Roubaix est chargé de coordonner la politique de sauvegarde des archives du monde du travail.

Un centre de recherche

Dotée de 60 places, la salle de lecture est ouverte aux chercheurs du lundi au vendredi de 9 h à 13 h, et de 14 h à 17 h sur réservation. Situé en plein centre ville, le Centre des Archives du Monde du Travail est facilement accessible : il est à moins de 15 minutes à pied de la gare de Roubaix desservie par les T.G.V. en provenance de Paris, et les tramways en provenance de Lille s'arrêtent à sa porte (terminus).

Un centre culturel

Une grande partie du bâtiment est destinée à accueillir des expositions, colloques, conférences et autres manifestations culturelles ou scientifiques. Un service éducatif est chargé d'organiser la valorisation des collections et des expositions auprès du public scolaire.



Centre des Archives du Monde du Travail

78, Bd du Général-Leclerc BP 405 59057 ROUBAIX Cedex 1
Téléphone : 20 65 38 00 Télécopie : 20 65 38 01

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

Généralités

Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, Gallimard, 1997, 3 vol. de 662, 1 016 et 1 162 p.

Œuvre magistrale par son ampleur, par la bibliographie considérable utilisée (et qui représente 14 pages pour le premier volume, 18 pour le second et 17 pour le troisième), mais surtout par la finesse des observations et qui conduit souvent à remettre en question bien des certitudes. Si le sous-titre indique l'objet du travail, le titre en définit les orientations car, en conformité avec les travaux antérieurs de l'auteur, il s'agit de montrer comment la révolution industrielle en provoquant la croissance des pays industrialisés a en même temps suscité l'émergence du sous-développement. Compte tenu de l'importance que présente à nos yeux cet ouvrage, il nous semble utile d'en donner un compte rendu exceptionnellement détaillé.

Indiquons d'abord la structure d'ensemble de ce travail. Après un prologue qui permet de situer la rupture que constitue la révolution industrielle, à la fois par rapport à cette autre coupure historique d'importance que fut la révolution néolithique d'où sont sorties l'agriculture et la civilisation urbaine et qui engendra un essor démographique, mais également par rapport à d'autres clivages de moindre importance économique (qu'il s'agisse par exemple, parmi bien d'autres événements, des croisades, de la découverte de l'Amérique, de la colonisation ou de la naissance et l'éclatement des pays du socialisme), le premier volume couvre la période 1500-1850, le second va de 1815 à 1914, soit ce qu'il est convenu de qualifier de XIX^e siècle (avec un retour sur le passé un peu plus long pour les pays sous-développés puisqu'il remonte à l'expédition de Christophe Colomb en 1492), le troisième couvrant le XX^e siècle.

Les huit chapitres du premier volume comportent deux parties d'ampleur inégale. Le premier chapitre intitulé « Les économies traditionnelles en Europe » et confié à A. M. Piuze s'ordonne autour d'une idée simple, synthétisée par trois sous-titres : « Ce monde presque immobile », « Et pourtant il bouge », « L'économie contractée ou les hésitations de la croissance ». Les sept autres

chapitres s'intéressent à la révolution industrielle abordée sous différents angles. Tout d'abord sous l'angle de ses origines et de ses causes : en tentant de répondre à une série de questions : où ? quand ? pourquoi ? comment ? (p. 215), P. Bairoch examine (p. 223-251) les huit facteurs généralement évoqués (rôle de la religion, des institutions parlementaires, de la dotation en ressources, des moyens de communication, du commerce international et de la colonisation, de l'urbanisation, de la croissance démographique), discutant chacun d'eux pour montrer la faiblesse éventuelle de l'argumentation ou la non-exceptionnalité du facteur. Savoir pourquoi l'Angleterre ou plus généralement l'Europe ont été les points privilégiés (p. 252-266) conduit à insister sur l'avance technologique de l'Europe à la fin du XVII^e siècle, son esprit d'ouverture sur le reste du monde, sa large ouverture sur la mer, ses disponibilités importantes en énergie et, plus curieusement, son fractionnement politique qui la différencie de l'inertie des empires étudiés par Wittfogel. Retrouvant ensuite une idée qui lui est chère, P. Bairoch étudie en détail la révolution agricole de l'Angleterre et ses interférences avec la révolution industrielle. Les principales innovations (suppression de la jachère, introduction ou extension de nouvelles cultures, amélioration et introduction de nouveaux outillages, sélection des semences et de la reproduction des animaux, usage des chevaux) se sont faites le plus souvent par suite d'un transfert technologique à partir des Pays-Bas qui représentaient à l'époque « la Mecque des agronomes » (p. 275). En est résulté « un processus cumulatif d'interactions » (p. 317) avec l'industrie, l'agriculture demandant à celle-ci du fer pour ses besoins, d'où les progrès des techniques sidérurgiques et, devenue plus prospère, accroissant sa demande de produits textiles, favorisant ainsi dans ce secteur de nouvelles innovations, permettant, grâce à une productivité accrue, une croissance de la population, donnant naissance à une intensification des activités industrielles en milieu rural, caractéristique de la proto-industrialisation. Plus analytique, le chapitre IV est consacré à l'étude des mécanismes structurels de la révolution industrielle. Cinq caractéristiques sont à cet égard isolées. Le faible coût de l'investissement initial, les taux élevés de profit qui permettent un large autofinancement, l'absence de condition de taille des entreprises permettent l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. Le coût élevé des transports (évalué de façon originale en équivalent de la quantité de céréales aux prix de la période considérée), loin d'être un obstacle, permet au contraire, au début de l'industrialisation, par l'isolement des marchés, l'éclosion d'entreprises petites et disséminées (p. 356). La faiblesse des salaires, liée pour partie au travail des femmes et des enfants, facilite l'accumulation. Le faible écart entre techniques nouvelles et traditionnelles aide au transfert d'innovations que renforce éventuellement l'espionnage industriel. Revues, sociétés savantes, voyages permettent une transmission spontanée et organisée des nouveautés. Les trois chapitres qui suivent, plus originaux par rapport aux ouvrages s'intéressant habituellement à la révolution industrielle, sont consacrés à des analyses localisées : grands pays européens ventilés en trois catégories selon la date de leur industrialisation, pays extra-européens constitutifs, à l'exception du Japon longuement étudié (p. 492-513), de ces « Europes exportées » dont parlait naguère

F. Perroux, enfin petits pays européens. Un chapitre terminal recense les acquis de la révolution industrielle (croissance de la productivité, du niveau de vie, de l'espérance de vie, de l'éducation) et son passif (inégalités, « martyr de la classe ouvrière : bien plus qu'un déboire », p. 618, persistance d'enclaves traditionnelles régionales ou sectorielles).

Le second tome est consacré au XIX^e siècle avec les chapitres IX à XVI s'intéressant aux pays développés et les chapitres XVII à XXIII aux pays sous-développés.

L'examen des pays industrialisés commence par une présentation des caractéristiques essentielles des deux périodes qui scandent le XIX^e siècle. De 1815 à 1870, années dominées par une prédominance accrue de l'économie britannique, on assiste à une diffusion de l'industrialisation, à l'essor des chemins de fer, à une orientation vers le libre-échange, à un début de protection sociale pour les travailleurs ; de 1870 à 1914, tandis que les sociétés non européennes s'intègrent dans le système économique, apparaissent de nouveaux secteurs industriels, de nouvelles formes de distribution, de nouvelles innovations agricoles (machinisme, engrais), naissent les transports urbains, se généralisent l'enseignement primaire et l'enseignement technique, s'esquisse un déclin de la natalité, se constatent une montée du protectionnisme et une expansion des investissements internationaux avec les premières entreprises multinationales. Un long chapitre est ensuite consacré à la technique et à la « marche vers la complexité » (p. 72) qui résulte du rapprochement de la science et de la technique et de l'émergence de la figure de l'ingénieur ; les applications en sont suivies dans différents secteurs mais, parmi les différentes innovations techniques qui voient le jour, deux sont plus particulièrement mises en évidence : l'électricité et le moteur à explosion. Le chapitre suivant est consacré à la démographie : on observe un recul de la mortalité, une espérance de vie plus longue, mais aussi à partir de 1870 un déclin de la natalité ; parallèlement les migrations internationales prennent une ampleur sans précédent en même temps que se modifie la répartition sectorielle des activités et que l'urbanisation se développe. Passant à l'activité économique et précisant le contenu des concepts, Bairoch nous fournit ensuite de précieuses indications chiffrées sur la croissance économique, aux rythmes différents selon les secteurs ou les pays, ainsi que sur la productivité et les modifications des formes d'organisation des entreprises (concentration, multinationalisation, taylorisme) qui ont caractérisé le XIX^e siècle. Le chapitre XIII retrace la politique commerciale qui, au moins pour l'Europe et d'une manière simplifiée, peut être divisée en deux phases : ouverture progressive au libéralisme que sanctionnera par exemple le traité franco-britannique de 1860 puis retour au protectionnisme marqué en France par les tarifs Méline de 1892 ; le siècle sera caractérisé par une expansion rapide mais sans bouleversements structurels des échanges internationaux et surtout par un essor de l'investissement international. Les deux chapitres qui suivent s'intéressent aux questions monétaires (mise en place du *gold standard*, essor des banques et de l'assurance) et aux fluctuations économiques (le XIX^e siècle voyant disparaître les crises dites d'ancien régime, analysées en particulier par Labrousse, et appa-

raître les différents cycles modernes, Kitchin, Juglar ou Kondratief). Un chapitre « social » clôt cette partie de l'ouvrage : c'est en effet au XIX^e siècle que le concept de social avec sa signification moderne se fait jour, suscité, dans une première phase, par une « législation sociale octroyée par le haut » (p. 433) puis relayé par le bas par l'organisation syndicale et politique des ouvriers à partir de 1850, la pression ouvrière s'accroissant et se diversifiant dans la période 1874-1914 pour permettre un certain nombre de conquêtes dont P. Bairoch trace un bilan rapide aux alentours de l'année 1913 (p. 489-508).

L'originalité de cette histoire économique est de ne pas s'en tenir, comme c'est trop souvent le cas, à la seule étude des grands pays industriels mais, ainsi que nous l'avons indiqué, de s'attacher au versant plus sombre de la croissance, c'est-à-dire aux pays sous-développés. La troisième partie de l'ouvrage (qui correspond à la deuxième moitié du second tome) est en effet intitulée « Les tiers mondes face aux pays industrialisés (1492-1913) ». Le pluriel utilisé se justifie par la diversité technologique, économique ou culturelle des pays à l'aube du XVI^e siècle : tandis que l'Europe de la Renaissance s'ouvre sur l'extérieur, le Proche-Orient voit la consolidation de l'Empire ottoman, l'Afrique est déjà en partie colonisée et victime de la traite des Noirs, l'Asie présente de grands empires avancés, riches et puissants et finement décrits par l'auteur (p. 527-542), le nouveau monde est lui aussi très diversifié. Si la colonisation est une permanence de l'histoire mondiale, encore convient-il de décrire les modalités, les étapes et les instruments (compagnies commerciales coloniales, missions religieuses, corps militaires) de la colonisation européenne qui se met en place à ce moment-là – et dont le tableau p. 608-609 synthétise à la fois les étapes et l'ampleur – ce à quoi est consacré le chapitre XVIII. Prenant quelque recul par rapport à l'histoire immédiate, le chapitre XIX s'interroge sur les « causes de la non-transmission de la révolution industrielle au Tiers Monde avant le XX^e siècle ». L'écart des niveaux technologiques n'était pas considérable, les moyens de communication permettaient la diffusion des informations ; par contre, « déterminisme climatique de nature historique » (p. 656), il était difficile d'imiter, sous des cieux plus tropicaux, les techniques agraires nées dans des régions climatiques tempérées et le pacte colonial, justifié par la théorie économique de Smith, va susciter une spécialisation des pays du Tiers Monde dans les produits bruts. Dès lors « c'est la conjonction du facteur climatique avec la colonisation qui est l'élément explicatif essentiel de la non-diffusion de la révolution industrielle au Tiers Monde durant le XIX^e siècle. Cependant, il ne faut pas totalement négliger un certain esprit de fermeture des sociétés traditionnelles non occidentales, qui a probablement dû jouer un rôle négatif additionnel » (p. 682). Les chapitres qui suivent s'intéressent à chacun des continents. L'Amérique latine marquée, dans la phase coloniale, par le pillage des métaux précieux et le transfert d'esclaves mais aussi par un « chassé-croisé des plantes » (p. 695) qui nous permet d'en recevoir pommes de terre, maïs, tabac, cacao, mais aussi de lui apporter la canne à sucre, conquiert son indépendance au XIX^e siècle, abolit l'esclavage, voit la pénétration anglaise prendre la place des Portugais et des Espagnols, et, avec l'apport de capitaux internationaux,

amorce une tentative d'industrialisation. En Afrique il faut distinguer l'Afrique noire aux « civilisations ballottées par l'histoire mondiale » (p. 765), victime de l'esclavage et dont la colonisation commencera tardivement, essentiellement après la conférence de Berlin de 1885, et le Maghreb qui bénéficiera d'un peuplement européen important. Si les différentes nations asiatiques sont tour à tour étudiées, c'est essentiellement l'Inde, véritable prototype de désindustrialisation, et la Chine qui, après une phase d'ouverture, se ferme au monde extérieur au XVI^e siècle jusqu'à l'ouverture forcée par les guerres de l'opium au XIX^e siècle, qui retiennent l'attention de P. Bairoch. Le Proche-Orient, longtemps dominé par l'Empire ottoman, verra l'Égypte tenter de s'industrialiser au début du XIX^e siècle, avant que le canal de Suez et la culture du coton ne l'intègrent dans le système mondial, mais c'est surtout le pétrole qui va susciter tardivement la colonisation de cette partie du monde.

Comme pour le XIX^e siècle, le XX^e siècle fait l'objet d'une partition analytique avec les « nantis » d'un côté, le « Tiers Monde » de l'autre. L'étude des premiers s'organise en deux temps. Deux premiers chapitres adoptent un angle d'attaque chronologique. On voit ainsi défiler devant nous le large panorama de la première guerre mondiale et de ses conséquences (avec notamment l'abandon du *gold standard* mais aussi la révolution bolchevique), les années 1919-1929 de prospérité durant lesquelles commencent à émerger la société de consommation de masse, la crise de 1929 avec les désordres économiques dans les relations internationales qui en résultent mais aussi l'apparition des régimes fascistes, la seconde guerre mondiale avec la reconstruction et la mise en place d'un système d'institutions internationales, les années 1950-1973, « phase de croissance sans précédent historique » (p. 124), qualifiées chez nous depuis Fourastié de « Trente Glorieuses », puis l'ensemble des bouleversements postérieurs à 1973 (chocs pétroliers, désordres monétaires, ralentissement des rythmes de croissance et succession de récessions, apparition d'un chômage structurel, privatisations et amorce d'une « désindustrialisation » de l'Occident). Les cinq chapitres qui suivent adoptent, quant à eux, une vision plus centrée sur des problèmes particuliers : les tentatives d'intégration régionales (du Benelux à la CECA, à la CEE devenue désormais Union européenne et longuement étudiée p. 220-242, à l'AELE et à l'ALÉNA) ou à vocation sectorielle (GATT, OCDE, G7, OMC) ; les avatars des pays socialistes, URSS ou démocraties populaires depuis la révolution bolchevique jusqu'à l'effondrement économique et à la transition vers le capitalisme ; les « bouleversements des sociétés développées » (expression englobante permettant de regrouper des phénomènes tels que l'inflation démographique, l'urbanisation accélérée, la modification structurelle des activités, la transformation des modes de fonctionnement des entreprises, le déclin du Royaume-Uni et l'émergence du Japon comme économies dominantes, la mondialisation et ses répercussions sur les États-nations) ; la protection sociale, de la mise en place de l'État-providence avec Bismarck ou Beveridge à son démantèlement en cours conduisant à la résurgence de la pauvreté et à l'exclusion sociale ; et, dans un chapitre passionnant, l'évolution de la technologie au XX^e siècle avec des innovations d'ampleur plus ou moins grande (stylo à bille, carte de crédit, radio,

cinéma, aviation, mais aussi réacteurs nucléaires, micro-ordinateurs et autoroutes de l'information, biotechnologies, etc.).

Si l'on considère, comme l'auteur, que « le problème du développement économique du ou des Tiers Mondes constitue la question économique et sociale la plus importante du *xx^e* siècle » (p. 633), consacrer à cette question quelque 400 pages n'est pas superflu. Aussi, après un premier chapitre qui nous donne un certain nombre de repères politiques (décolonisation et indépendances, conférence de Bandung, etc.) et économiques (cours et termes de l'échange des produits de base, industrialisation des NPI, ajustements structurels, dette, etc.), cinq catégories de problèmes retiennent l'attention. C'est tout d'abord la population étudiée sous différents aspects : croissance démographique malgré la mise en place d'un planning familial dans plusieurs pays, migrations internationales de caractère politique ou économique, transformations structurelles de la population active, expansion de l'éducation et de la formation, hypertrophie urbaine avec explosion des grandes villes, prolifération des bidonvilles et refuge des individus dans le secteur informel. L'agriculture est ensuite étudiée dans un chapitre au sous-titre significatif : « D'un excédent alimentaire à un déficit croissant », ceci dans ses deux dimensions : les cultures tropicales ou d'exportation souvent organisées dans le cadre du système de la plantation, utilisant des technologies modernes et qui, contrairement à des idées préconçues, n'occupent qu'une proportion modeste des terres (environ 4%), connaissent un certain essoufflement en raison de la saturation des besoins des pays développés ; les cultures vivrières recourant à des technologies plus traditionnelles, occupant 59% des actifs du Tiers Monde et qui, malgré la révolution verte, ne permettent pas, en raison de la croissance démographique, de combler un déficit alimentaire croissant. L'industrie est elle aussi une activité à caractère dichotomique avec d'un côté l'industrie extractive, secteur extraverti qui a connu une expansion rapide et précoce mais aussi récemment un certain ralentissement, les industries manufacturières auxquelles les indépendances ont conféré un rôle symbolique, qui dans les années 1945-1975 ont connu une croissance forte, souvent dans le cadre d'une politique de substitution des importations, mais sont depuis 1975 victimes d'un essoufflement ; par ailleurs, à côté des quatre dragons ou de ceux (Malaisie, Thaïlande, Turquie et surtout Chine) qui aspirent à le devenir, la réussite des pays semi-industrialisés (Brésil, Mexique, Inde) est moins évidente. Le commerce extérieur est, quant à lui, analysé sous trois angles successifs : son évolution générale avec des phases contrastées (expansion jusqu'en 1952, perte de vitesse entre 1952 et 1972, aléas pétroliers depuis) et ses transformations de structure tant par produits que géographique ; les fluctuations des cours des matières premières malgré les programmes de stabilisation mis en place pour un certain nombre de produits ; l'évolution des termes des échanges dont le sous-titre de la section consacrée à cette question indique bien le sens de l'analyse qui en est faite par P. Bairoch : « Du mythe d'une détérioration séculaire à la dure réalité des années 1950 et 1980 ». Le dernier chapitre de l'ouvrage constitue un bilan des relations entre monde développé et sous-développé avec son aspect positif mitigé, l'aide (concept dont le contenu et le chiffrage méritent précisions

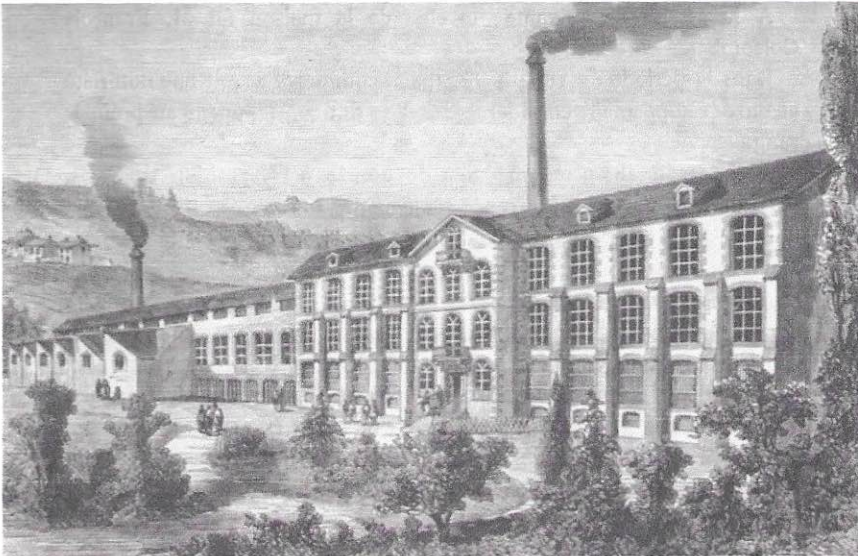
LA FRANCE SOUS NAPOLÉON III > L'ESSOR ÉCONOMIQUE ET L'ÉVOLUTION SOCIALE (SYNTHÈSE)

Au lycée
IIe République / 2nd Empire

La France moderne est née sous Napoléon III. Les courbes économiques et les tableaux de chiffres en rendent compte. Les historiens s'accordent sur ce point. Un débat subsiste pourtant qui consiste à s'interroger sur le rôle effectif de l'Empereur dans le démarrage de la révolution industrielle. Certains pensent que toutes les conditions du décollage économique avaient été réunies par les régimes précédents. La mécanique aurait simplement poursuivi sa marche, entre 1850 et 1870. D'autres auteurs relèvent que Napoléon III fut le premier chef d'État à se passionner vraiment pour les questions économiques et sociales. Son gouvernement, tout en étant libéral, aurait forgé une législation moderne et engagé des travaux d'infrastructure indispensables au développement.

Lorsqu'on veut décrire l'essor économique de la France de Napoléon III, il est difficile d'ordonner les différents éléments du changement profond et irréversible que le pays connut entre 1851 et 1870. En effet, tout bougea et se réorganisa en même temps. Le bouillonnement économique fut spectaculaire.

La France de Napoléon III comptait environ 38 millions de sujets (« sans compter les sujets de mécontentement », ajoutait malicieusement Rochefort), ce qui en faisait l'État le plus peuplé d'Europe. Avec cependant une faible densité de population, c'était aussi un pays de petites communes dans lequel les ruraux – au sens large – représentaient les trois quarts des habitants. Paris en comptait un peu plus d'un million, Marseille, Lyon, Bordeaux et Rouen entre 100 et 200 000. De 1850 à 1870, un mouvement d'exode rural se fit sentir et, dans les régions industrielles, certaines communes virent leur population décupler alors que les bourgades-centres devenaient des villes. L'activité agricole était très importante avec 2,5 millions d'exploitations cultivant d'abord du blé puis, loin derrière, la vigne. L'artisanat, avec environ 4 millions de personnes au début de l'Empire, occupait aussi une place de choix mais allait, petit à petit, être supplanté par les manufactures. Tous ces métiers traditionnels commencèrent à être perturbés par l'appel de la main-d'œuvre vers les industries ou les grands travaux. En 1870, le paysage français s'était sensiblement modifié.



Usine hydraulique et à vapeur Colcombet, Saint-Etienne, 1873 © BnF Gallica (identifiant <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62081542/f7.image>)

I. La création d'un système bancaire moderne

La France bénéficia, dès les débuts du Second Empire, de la découverte d'importants gisements d'or en Californie (1845) puis en Australie (1851). Le précieux métal afflua, si bien que l'encaisse-or de la Banque de France fut multipliée par huit entre 1848 et 1870. La multiplication de la monnaie favorisa les échanges et ce d'autant mieux que le pays fut doté d'un système bancaire plus développé que par le passé. Dès février 1852 fut créé le Crédit foncier qui finança, par des prêts à long terme, l'aménagement urbain, public et privé. En novembre naquit le Crédit mobilier de Fould, Morny et des frères Péreire, aidés par les grands banquiers européens. Ils soutinrent les créa-

tions d'entreprises, les chemins de fer, les houillères. Le Crédit industriel et commercial vit le jour en 1859, le Crédit lyonnais en 1863, la Société générale en 1864. Bon gré, mal gré, la Banque de France fut obligée de suivre le mouvement et de financer à son tour les chemins de fer. Avec ce système bancaire se développèrent en France des pratiques modernes de crédit. Le chèque fit son apparition. Le cours forcé des billets se généralisa : des coupures de 500 F en 1847, on passa à celles de 50 F (1864) puis de 25 F (1870).

II. L'aménagement du territoire

Le règne de Napoléon III fut aussi marqué par une grande politique publique d'aménagement du territoire. Le chemin de fer fut au cœur de cette évolution. De 3 600 km de voies ferrées en 1850, on passa à 23 300 km en 1870 (soit environ la moitié du réseau actuel). Le maillage de la France fut réalisé en collaboration entre la puissance publique et l'initiative privée grâce à des concessions qui obligeaient leurs titulaires à doubler les lignes rentables, de lignes secondaires. Sous le Second Empire, le nombre de voyageurs transportés par train fut multiplié par quatre et le volume de marchandises par dix. Toujours dans le domaine des transports, la navigation se développa, tant sur mer que sur de nouveaux canaux. Ainsi, la capacité de la marine marchande française, stimulée par l'expansion coloniale et la politique de libre-échange, passa de 734 000 à 960 000 tonneaux. Les compagnies de transport maritime prospérèrent et permirent l'expansion des ports : Le Havre (pour les échanges avec les États-Unis), Marseille (pour le commerce en Méditerranée), Bordeaux et Nantes (vers l'Amérique du Sud).

Qui parle de l'aménagement du territoire sous le Second Empire pense aux travaux de transformation de Paris par le préfet Haussmann. Ils ne purent être entrepris et menés à leur terme qu'avec le soutien personnel de Napoléon III, tant les oppositions furent grandes. Certes, il y avait dans ce colossal projet des arrière-pensées politiques : volonté de repousser la partie la plus remuante du peuple vers les banlieues, création de larges artères favorisant mieux le maintien de l'ordre que les rues étroites et tortueuses du vieux Paris. Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Napoléon III avait été frappé par les aménagements de Londres. Il voulut faire de Paris une capitale européenne moderne, facile à gérer, attirante. On perça des rues, des avenues ; on rasa les quartiers délabrés, on annexa la proche banlieue (Montmartre, Grenelle, Belleville, etc.) ; on créa des squares et des fontaines ; on dégagait les vieux monuments et on en bâtit de nouveaux (Opéra Garnier, Châtelet, Saint-Augustin, achèvement du Louvre, etc.). Mais Paris ne fut pas seule à connaître ce chambardement : Lyon, Marseille et Bordeaux eurent aussi leurs préfets bâtisseurs. Partout ailleurs, on entreprit de rénover les villes, de les doter d'égoûts et d'eau potable, de moderniser leur administration. On construisit beaucoup sous le Second Empire. Le volume d'affaires du bâtiment fut multiplié par un peu plus de deux.

Cet aménagement du territoire aurait pu aller encore plus loin sans les résistances locales au changement. On peut citer l'exemple des élus de Nîmes qui refusèrent la création d'un grand canal récupérant les eaux du Rhône pour irriguer toute la région et empêchèrent la mise en place, avec cent ans d'avance, d'une compagnie comme celle du Bas-Rhône-Languedoc (finalement fondée dans les années 1950 par Jean Lamour). Dans le domaine de la distribution d'eau et de l'amélioration de l'hygiène, le Second Empire connut néanmoins de profonds changements qui influèrent sur la santé publique. Commença aussi le développement du système moderne de délégation de service à des opérateurs privés comme la Compagnie générale des Eaux, fondée en 1853 par des investisseurs tels James de Rothschild, Laffite, les frères Péreire, Persigny et Morny.

III. La révolution industrielle

Si, selon les historiens de l'économie, le take-off français se situe aux alentours de 1830, c'est bien sous le Second Empire qu'a pris forme la révolution industrielle. Les progrès furent spectaculaires, dans tous les domaines. La mécanisation progressa. Les progrès techniques furent enfin appliqués à la production car les capitaux ne manquaient pas. L'investissement doubla durant la période et la puissance des machines à vapeur installées fut multipliée par quatre. La consommation de charbon tripla. La production d'acier fut quadruplée et le rythme de progression de celle de la fonte fut à peine inférieur. L'industrie textile ne fut pas en reste et confirma son rôle moteur dans la croissance économique de l'époque. La grande industrie prit son envol, dans tous les secteurs. L'indice de la production industrielle passa de l'indice 51 en 1853 à 78 en 1869 (base 100 : 1890).

IV. Les retards de l'agriculture

L'agriculture ne connut pas le même essor que les autres secteurs d'activité. Elle continua néanmoins à tenir une place capitale dans la société française. Elle représentait entre 50 et 60% de la population active et composait les gros bataillons du bonapartisme. Certes, elle connut des progrès et les techniques nouvelles commencèrent à pénétrer le milieu des ruraux. Mais l'agriculture française, fondée sur la petite propriété et l'assolement triennal, ne pouvait passer en si peu de temps à des méthodes intensives (sauf dans certaines régions du Nord). L'absence de capitaux était un frein aux investissements et au regroupement des petites parcelles. Le rejet du projet de Crédit agricole par le Conseil d'État ne rendit pas service à l'agriculture française et les 100 millions de francs injectés dans le secteur par le Crédit foncier furent insuffisants.

Malgré cela, le Second Empire a à son actif le drainage de certaines régions (Landes, Sologne) et la vivification des échanges grâce aux chemins de fer et canaux. Ainsi, malgré des conditions de départ peu favorables, la production agricole passa de l'indice 64 en 1853 à l'indice 114 en 1869 (base 100 : 1890).

V. La libéralisation des échanges

Le volume des échanges extérieurs de la France fut, selon les différentes études, multiplié par trois ou quatre sous le Second Empire. Napoléon III fut l'acteur principal de ce phénomène. Dès le 25 décembre 1852, il fit adopter un sénatus-consulte permettant au chef de l'État de modifier lui-même les tarifs douaniers. C'était marquer sans attendre son intérêt pour cet aspect et annoncer aux acteurs économiques que la vieille tradition protectionniste du pays allait prendre fin. Le « libre-échange » fut mis à l'ordre du jour même si sa réalisation se fit progressivement. Il s'agissait en réalité de supprimer les prohibitions d'importations et d'abaisser les droits de douane, sans les supprimer complètement. Mais ces avancées s'avèrent suffisantes pour fouetter le commerce extérieur. La deuxième partie du règne vit la signature des grands traités de libre-échange, à commencer par celui conclu avec l'Angleterre, en janvier 1860. D'autres suivirent à un rythme régulier : Belgique (1861), Prusse et Allemagne du Nord (1862) puis, entre 1864 et 1866, Italie, Suède, Pays-Bas, Espagne, Autriche, Portugal. Sans Napoléon III, rien n'aurait été possible car, une fois encore, les notables et les ruraux — ses soutiens naturels — s'opposèrent aux ambitions du gouvernement. L'Empereur utilisa pleinement son droit constitutionnel de signer les traités de commerce, y compris en les négociant en secret. Pour le traité de libre-échange avec l'Angleterre, on a même pu parler de « coup d'État commercial ».

VI. Napoléon III et la « question sociale »

Des Idées napoléoniennes à Extinction du paupérisme, le prétendant Louis-Napoléon n'avait cessé de proclamer son désir de résoudre la « question sociale », souvent en termes forts qui, dans son esprit, lui permettaient de revendiquer l'étiquette socialiste (« La pauvreté ne sera plus séditeuse, lorsque l'opulence ne sera plus oppressive »). Napoléon III ne parvint pas à tenir les promesses de son jeune temps. Certes, il fut bridé par un entourage issu du parti conservateur qui était composé, en gros, des mêmes personnes qui avaient soutenu la répression de juin 1848 et ne géraient la question sociale qu'en termes de maintien de l'ordre. L'Empereur ne renia pas totalement ses croyances anciennes mais se voulut pragmatique et prudent, là où Louis-Napoléon revendiquait l'idéalisme. Personnellement généreux, il tenta parfois de dépasser la tiédeur de ses proches en finançant des expériences sur la liste civile : achat de terrain et construction de logements sociaux pour les ouvriers dans Paris, financement d'une idée du prince Napoléon-Jérôme de voir des ouvriers français travailler à l'Exposition universelle de Londres, subsides divers attribués à des œuvres charitables et de secours, etc. Mais, pour louables que furent ces interventions, elles gardèrent l'aspect de « bonnes œuvres » et, si elles attestent de la bonne volonté de Napoléon III, elles ne changèrent pas la face sociale du régime.

On doit cependant créditer Napoléon III d'une belle ténacité et d'un désir de convaincre ses ministres et ses conseillers d'état de la nécessité de faire retomber sur le plus grand nombre les fruits de la prospérité. Pour lui, la question sociale ne devait pas seulement se régler de façon mécanique et par « la main invisible du marché ». L'État devait avoir sa place et inciter les élites à prendre en compte les besoins de tous les membres de la société. La grandeur d'âme avait d'ailleurs peu de place dans une telle démarche : la politique la rendait nécessaire, avec la montée du monde ouvrier et ses attaches républicaines, avec le réveil des classes les plus laborieuses revenues du coup de massue de juin 1848. Après la défaite de 1870, prisonnier des Prussiens dans la région de Cassel, Napoléon III déclara à un journaliste anglais : « Cette guerre, comme toute guerre moderne, avancera de dix ans la question sociale qui, dans notre Europe, si vieille et si peuplée, ne peut manquer de prendre une importance extrême. A ce qu'il paraît, Monsieur de Bismarck ne s'en est jamais occupé. Et d'ailleurs, qui donc sur les trônes ou dans les conseils souverains s'est jamais occupé de l'ouvrier ? Moi seul ; et si je revenais au pouvoir, ce serait encore la question qui m'intéresserait le plus. »

Le Second Empire fut de trop courte durée pour modifier l'approche de la question sociale et, surtout, le sort des plus démunis. Le chemin fut néanmoins tracé. L'action personnelle de Napoléon III alla toujours dans le sens de ce progrès nécessaire.

VII. Des avancées sociales insuffisantes

Le sort des ouvriers des villes et agricoles ne changea pas du tout au tout sous Napoléon III, loin s'en faut. Libéral, le régime ne voulait pas intervenir dans les mécanismes économiques et, partant, laissait « à la nature des choses », selon l'expression d'Adam Smith, le soin d'améliorer le sort des citoyens. Le cycle de vingt ans était trop court pour que les conditions de vie soient individuellement modifiées. Elles restèrent donc très dures. Les logements ne s'améliorèrent pas, les horaires de travail restèrent élevés, les salaires ouvriers (+ 9 % sur la période) compensèrent à peine la hausse du coût global des denrées de première nécessité (+ 8 %).

L'État, le plus souvent sous la pression des nécessités, se « contenta » de modifier les cadres législatifs. Les changements furent de taille, marqués parfois de paternalisme, mais souvent fondateurs de nouveaux comportements à l'égard de la classe ouvrière : création d'un service médical à domicile pour les plus pauvres (1853), d'asiles de convalescence pour les ouvriers et les femmes, d'orphelinats (1855-1859), mise en place de formules de prêts aux ouvriers (Mont-de-piété, Société du Prince impérial), abolition de la loi Le Chapelier prohibant les coalitions et instauration d'un droit de grève soumis au seul contrôle du juge (1864), abrogation de l'article 1781 du Code civil stipulant qu'en matière de gages, la parole du patron suffisait (1868), avancées significatives sur la réduction des frais de justice, prêts octroyés aux animateurs et aux sociétés d'aide sociale, encouragements aux créateurs de logements sociaux (comme l'Alsacien Dolfuss). En 1869, Napoléon III se prononça publiquement pour la suppression du livret ouvrier. La guerre de 1870 l'empêcha d'aller plus loin. Le livret fut conservé pendant encore vingt ans par la IIIe République.

Si en matière économique, l'œuvre du troisième Napoléon peut être saluée comme fondatrice de la France moderne, son œuvre sociale fut inachevée, tant par manque de temps que par trop grande révérence aux principes du libéralisme. Quoiqu'il en soit, à la chute de l'Empire, la France ne ressemblait plus beaucoup à ce qu'elle était à la fin de la monarchie de Juillet. L'action du souverain avait permis bon nombre de ces changements radicaux. Mais l'histoire avançait aussi. La montée des républicains, la prise de conscience ouvrière s'opposaient au conservatisme des élites. Finalement, les ouvriers décidèrent de prendre eux-mêmes leur destin en main, afin de forcer le rythme des changements. En 1864, naquit une Association internationale des Travailleurs qui développa ses sections dans toute la France. Le « droit de coalition » fut mis en œuvre à de multiples reprises, les protestations contre les longues journées et les bas salaires devinrent de plus en plus fréquentes. La « classe ouvrière » demandait plus. Les années 1869-1870 furent celles de grandes revendica-

tions. La troupe intervint (13 morts à La Ricamarie, 14 à Aubin...). Des responsables de « l'Internationale » furent traduits en justice, preuve de l'ambiguïté des pratiques de l'Empereur. Le mouvement ouvrier se rangea de plus en plus massivement du côté des républicains. Si le régime avait survécu, il aurait été contraint de se réformer autant dans le domaine économique et social que dans celui des institutions.

Auteur : Thierry Lentz, historien et directeur de la Fondation Napoléon, extrait de *Napoléon III, Que Sais-Je ?*, 1995

► EN COMPLÉMENT

– Lionel Lacoux : *L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France 1848-1870* > [vidéo](#) (10 min. 13) et [support de cours](#) (pdf).

– Chronologie détaillée du développement de la métallurgie au Creusot > [voir la page](#)

– Patrick Kamoun : *Napoléon III et la question du logement social* > [voir le cours](#)